

Risquer l'optimisme...

Aurélie, 31 ans, « Je n'ai plus rien à faire valoir dans le domaine qui me motive vraiment... »



© Ch. Smets

« Ma grand-mère dit toujours 'Si on veut travailler, on travaille. Je pense que beaucoup de personnes pensent encore comme elle. Il est vrai qu'à son époque, c'était comme ça, mais elle ne se rend pas compte qu'actuellement, ce n'est plus vrai. Aujourd'hui, si on a des exigences fortes, on risque bien de se retrouver sans emploi... »

Aurélien habite une petite rue paisible non loin du centre de Liège. Au moment de l'interview, elle s'apprête à boucler ses valises. Elle s'envolera quelques jours plus tard, direction Bangalore en Inde. Au chômage depuis plusieurs mois, elle effectuera là-bas, dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence Wallonne à l'Exportation et l'ONEM, un stage de deux mois pour vanter les mérites d'un produit « made in Belgium ».

Après des études secondaires dans une option sciences économiques et langues, Aurélien s'en va durant un an parfaire, dans l'Ohio, ses connaissances en anglais. Un bon souvenir. Puis, au terme de trois

années d'études en Haute Ecole, diplômée en communication doutant après quelques mois de recherches infructueuses, de trouver un emploi dans sa branche (le secteur socio-culturel), elle postule comme vendeuse dans plusieurs magasins liégeois. « Je voulais remplir mon CV. Montrer que je n'étais pas restée inactive. » Elle est engagée, en renfort, au moment des fêtes de fin d'année, dans un magasin spécialisé dans l'art de la table. Elle y restera un an. « C'est là que je me suis rendu compte qu'un couteau pouvait coûter 75 euros ! » (...) ¹

Tenir, à n'importe quel prix... ?

« J'ai souvent changé de boulot. Je ne suis jamais restée plus de deux ans au même endroit. Il m'est arrivé d'occuper des fonctions qui me plaisaient vraiment. Par exemple, dans une firme qui fabriquait des sèche-cheveux, j'étais chargée de planifier toutes les phases liées à la conception d'un nouveau produit : contacts avec les ingénieurs, contrôle de qualité, packaging... L'équipe de travail était jeune, dynamique. Mais en 2008, la crise a entraîné des licenciements. Conséquence : on m'a enlevé une part des tâches que j'aimais pour me confier une partie « secrétariat ». Je faisais du classement, je scannais des documents... Dans cette nouvelle fonction, j'étais amenée à servir le café à une collègue devenue dès lors ma supérieure hiérarchique. Je le vivais mal, elle aussi... J'ai tenu six mois en me disant : c'est la crise, il faut faire des efforts ; tu as la chance d'avoir un emploi... Mais je déprimais, ce qui m'a poussée à postuler ailleurs. J'ai trouvé assez rapidement. Ça a toujours été le cas. Généralement, le troisième emploi pour lequel je me présente est pour moi... »

Lorsqu'elle annonce à ses amis qu'elle va, une fois de plus, changer de boulot, ceux-ci s'exclament généralement : « Encore ! ». Et pourtant, lorsqu'elle

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 66-73.

entend certains raconter leur mal-être au travail, elle ne peut s'empêcher de leur conseiller de chercher ailleurs. *« Le fait de ne pas avoir d'enfants fait aussi que personne ne portera les conséquences de mes choix si celles-ci s'avéraient négatives. Et puis, je suis entourée et je sais que je ne serai jamais seule si les choses tournent mal. » (...)*

Personne n'est à l'abri...

En 2012, la boîte d'Intérim pour laquelle elle travaille voit son chiffre d'affaires diminuer. *« L'ambiance était très lourde depuis quelques temps. Des menaces pesaient sur le personnel. Je demandais des réunions d'équipe mais je n'étais pas entendue et il y a effectivement eu des licenciements. J'ai reçu mon C4 et j'ai quitté l'agence en septembre, mon préavis presté. »*

C'est alors le chômage et la page blanche professionnelle à écrire : entre partir vendre des gaufres à New York ou se lancer dans un projet en Afrique, Aurélie opte pour une formation dans laquelle elle pourra mettre à profit ses compétences en matière commerciale. Après une procédure de sélection, elle est inscrite à une formation en commerce international, dans le cadre du programme Explort lancé par l'Agence Wallonne à l'Exportation et le Forem, (...), Aurélie s'envolera en juin pour Bangalore en Inde. Elle y séjournera deux mois. (...)

La jeune femme sait qu'au retour, si elle ne veut pas voir son allocation de chômage diminuer, elle devra trouver rapidement un emploi. Elle réalise que son CV, chargé d'emplois successifs, peut rendre méfiant un employeur. Elle s'en rend d'autant mieux compte qu'en matière de CV, elle s'y connaît puisqu'elle a eu l'occasion d'accompagner les candidats intérimaires. Elle sait combien il est difficile pour une personne peu qualifiée de « faire la différence », de sortir du lot lorsque l'employeur a l'embarras du choix'... *« Les employeurs sont à la recherche de la perle rare ou alors de celui qui accepte un salaire bas malgré ses diplômes et qui sera d'accord de faire des heures sup. Il m'est arrivé de mettre en intérim une mère de famille de trente-huit ans, possédant plusieurs diplômes, pour un salaire mensuel de 2000 euros bruts. Ça m'a choqué ! »*

Vie quotidienne

(...)

« Je ne vois pas les choses en noir. Je ne me suis jamais dit que je risquais de me retrouver à la rue un jour. Mais je suis consciente que si on a des exigences fortes en matière d'emploi, on risque bien de se retrouver sans... (...) Bien sûr, depuis que je suis au chômage, je dois revoir mon niveau de vie. Je dois supprimer certaines activités, refuser certaines sorties... J'ai arrêté de fumer, je me déplace à vélo. Je n'ai pas les moyens de payer une voiture. J'ai arrêté mon épargne automatique, revu à la baisse mon budget «cadeaux», renoncé à mon abonnement à la salle de sport. Vivre en ville, ça aide. Mais vivre comme un moine, ça peut vite fragiliser... Je viens de passer trois semaines plus 'vides' et j'ai réalisé que si ça devait durer, je le vivrais mal. Et puis, je me sentirais isolée, mon entourage étant occupé en journée. Mon chien n'a pas beaucoup de conversation...! »

Le travail, c'est quoi ?

Aujourd'hui, la jeune trentenaire se demande si elle n'est pas à un tournant dans sa vie professionnelle. Evoquant son envie récurrente d'ouvrir un petit salon de thé, une boulangerie... : *« J'aimerais vraiment ça ! Mais ça va être de plus en plus difficile... » (...)* Ou bien, pourquoi pas, de trouver une opportunité en Inde ? *« J'ai toujours rêvé de travailler à l'étranger... Ma mère me l'a confirmé. En fait, côté boulot, je sais ce que je ne veux pas mais... qu'est-ce que je veux ? Finalement, jusqu'ici, j'ai eu pas mal de chance de pouvoir quitter un boulot quand je ne le sentais plus mais je sais que ça ne durera pas toujours... »*

Autopsie d'une perte

Christian, 59 ans, « poussé dans le vide »



© Ch. Smets

« Quand tu es comme ça, le sol se dérobe sous tes pieds. C'est ça l'image de ce que j'ai vécu. Après, tu continues à tomber. Ce n'est pas le fracas brutal contre le sol mais une sorte d'état d'apesanteur. »

Pour la seconde fois, Christian se retrouve, à 59 ans, « jeté » hors d'un emploi. Celui qui, chaque matin, jusque-là, le motivait à enfourcher, plein d'énergie, son vélo pour rejoindre la gare et y prendre un train vers Bruxelles. Même si de nombreux centres d'intérêts donnent du sens à sa vie, pour ce sociologue en prise avec le monde qui l'entoure, perdre son emploi est perdre une part de soi-même... Et le reste, autour, s'en trouve soudain, insipide...

« J'ai commencé ma vie professionnelle avec un contrat CST. Cela faisait partie du 'plan Spitaels' comme on disait alors : une réponse (déjà !) au problème de manque d'emplois. Mais l'époque était différente, on avait en tête des slogans de mai 68 comme « Ne pas perdre sa vie à la gagner ». On voulait, avant tout, un travail qui ait du sens. On ne réfléchissait pas en termes de carrière, de salaire... On avait un peu l'impression d'être payés pour militer ; on était des sortes de militants professionnels. Ce qui, en termes de droits sociaux, n'est pas forcément une bonne idée ».

Le parcours professionnel de Christian passe par l'Amérique Latine et la coopération au Développement. Après quelques années dans une ONG, il devient responsable du magazine édité par celle-ci. Mais, en décembre 95, premier choc ! Au retour d'une mission en Haïti, durant les congés de fin d'année, il reçoit une lettre de licenciement. En cette période, ses collègues sont en congé. Il se sent donc très isolé pour recevoir cette douche froide. La cause : un désaccord « rédactionnel » sur une question de fond. *« Je pensais que dans un milieu comme celui-là, ça ne pouvait pas arriver. »*

Si cette première fois remonte à plus de quinze ans, Christian en garde un souvenir très douloureux. Son licenciement emportait avec lui un engagement dont il lui fallut faire le deuil. *« Je me suis dit que je ne pouvais plus être militant-professionnel ».*

Se sentant comme un fusible grillé dans le petit monde de l'éducation au développement et des ONG, un secteur périphérique dans lequel on fait, en général, toute sa « carrière », il réalise qu'il va falloir changer de secteur : *« Les employeurs potentiels avaient peut-être l'impression que m'engager était risqué et puis, une personne qui cherche du travail à 45 ans, ça a de quoi inquiéter... Il faut donc fournir une explication qui va rassurer... »*

Premier virage

A l'époque, la conjoncture était encore assez favorable. Il trouvera un emploi dans un service public autonome qui lutte contre les discriminations dont celles qui touchent à l'origine des personnes. (...¹) Après trois ans, il signe un contrat à durée indéterminée. *« J'étais bien dans ce nouveau métier de formateur, satisfait de ce virage qui me mettait plus en phase avec la société belge. J'y voyais une cohérence, un sens. J'avais 45 ans et je ne vivais pas l'âge comme un handicap car je me sentais intégré*

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 4-13.

dans un milieu dynamique. Je pensais que je pouvais rebondir, recommencer quelque chose à mi-vie. » (...)

Mais, en 2012, après plus de 15 années dans cette fonction, il apprend brutalement qu'il est licencié. Il a 10 minutes pour vider son bureau et quitter les lieux. Il s'agit d'un licenciement collectif.

« Réorganisation, ils appellent ça. (...) Lorsque j'ai demandé à mon patron s'il pensait que je pouvais retrouver un emploi à 60 ans, sa réponse fut: 'L'âge est un état d'esprit'. Quelques semaines plus tard, il organisait une conférence de presse pour souligner le fait que le licenciement des travailleurs âgés ne devrait pas se faire à la légère et qu'il fallait tenir compte de l'exclusion sociale que cela entraîne! »

Des jours à construire autrement...

« J'ai dû me désinvestir, m'arracher de toutes les formations que j'avais préparées. J'ai concentré mon énergie à réaliser que je ne travaillais plus et que mes jours prenaient une autre tournure. Ça fait 9 mois maintenant. Pendant 7 mois, j'ai fait des cauchemars chaque nuit. Quand on perd son job brutalement, c'est comme si on était projeté dans le vide. Les proches représentent alors une sorte de filet qui te retient, t'empêche de sombrer. Cela te permet de tenir. (...) Je n'aurais pas pu affronter cela seul. J'aurais peut-être basculé dans une grande marginalité. Ce qui est très douloureux, c'est la perte d'une identité professionnelle. Pour moi, celle-ci recouvrait différentes formes à la fois liées à l'engagement, à l'intime et au personnel qui me positionnait socialement. Tout cela s'écroule d'un coup, très brutalement. (...) Au début, j'étais dans le déni. Je vivais ça comme un congé. C'était une autre façon de fuir ma situation. En été, c'est plus facile à vivre. Quand on quitte le circuit du travail actif, c'est un peu comme si on restait à quai par rapport au train qui roule. Quand on est dans la dynamique du travail, on a soi-même un tonus et un punch qui s'émeussent quand on est hors de ce stimulant-là. » (...)

L'âge,

« Malgré le soutien total de proches, il a fallu que je me repositionne ; nous ne vivions plus au même tempo. Il y a comme une dilatation du temps, moins d'urgences, de petits stress, des bénéfices secondaires aussi dont on se sent coupable alors qu'on ne les a pas souhaités. L'entourage ne voit parfois que ceux-là. Sans percevoir que la peur de l'avenir est très présente et qu'il y a un deuil à faire : il ne s'agit pas d'une parenthèse mais d'un autre chemin dont on ignore de quoi il sera fait. Je me suis rendu compte que si, intellectuellement, j'ai accepté la situation, émotionnellement ce n'est pas encore le cas. J'ai peur de l'avenir. (...) Et dire que je me croyais à l'abri ! Je suis parfois frappé par ma lenteur à accomplir certaines tâches. (...)»

La Valeur travail

Le travail ? *« Une réalisation de soi qui participait à mon bonheur de vivre. Tu te réalises en produisant quelque chose pour d'autres. Le perdre, c'est aussi être confronté à soi-même en fonction de ses ombres et de ses lumières. (...)»* Que faire ? *« Je me suis intéressé à un tas de choses pour ignorer cette réalité. J'ai eu des engouements pour tel coin de France, tel sujet, mais je me rends compte que c'est à vide/avide ? Qu'est-ce que je fais avec ça ? Avant, je butinais pour en faire quelque chose. Aujourd'hui, je suis comme une abeille qui butine mais sans ruche ni miel. Ça pose la question du sens de la vie.»*

Au terme de ses 16 mois de préavis non prestés, Christian se retrouve chômeur. *« Je crains de terminer ma vie professionnelle sur cet échec. C'est, outre la question financière, une des raisons qui me pousse à rechercher un emploi malgré l'âge... »*

Interview réalisée en décembre 2012

Apprendre à vivre et à trouver une (sa) place

Christophe, 35 ans, «Je me sentais largué, décalé. Comme si je n'allais intéresser personne.»



© Ch. Smets

« Si vous avez de l'avenir, vos parents seront plus de votre côté parce qu'ils seront fiers de vous. Malgré tout un apprentissage au respect de l'autre, au savoir vivre, à la sociabilité, on se retrouve tout de même devant des portes fermées. J'ai l'impression d'avoir dû apprendre à vivre, à me débrouiller avec ma propre vie. »

Je rencontre Christophe en juillet 2012 alors qu'il fait partie d'un groupe de paroles rassemblant des personnes à la recherche d'un emploi. Il vit seul dans un petit appartement dans une commune sinistrée du Brabant wallon. Commune où l'époque florissante de la sidérurgie a définitivement sombré au bord du canal où pêchent encore quelques nostalgiques ouvriers en mal d'emploi. Une commune où le taux de chômage est le plus haut des vingt-sept communes de la province et où le revenu moyen par habitant est le plus bas.

L'histoire de Christophe est faite de moments en creux, qu'il a vécus « planqué chez lui », comme il dit. De longues périodes durant lesquelles il est incapable d'affronter les réalités quotidiennes.

Pourtant, aujourd'hui, c'est la volonté de s'en sortir qui sous-tend ses propos. (...) ¹ Etiqueté « enfant difficile » dès l'enfance, il ne lui a pas été facile de se construire entre la dureté paternelle et une maman mal voyante. *« Mes parents étaient rudes. Je rentrais de l'école avec la peur parce que chaque jour, je recevais une raclée. Je cherchais des modèles masculins qui puissent me guider. Je crois que, pour s'en sortir, il faut autour de soi des personnes attentives à vous. Par exemple, un parent qui lit un livre à son enfant, qui joue un peu avec lui. »*

L'école et après... ?

« Comme ça n'allait pas très fort à l'école et qu'à cause d'un accident de mobylette j'étais forcé de quitter la section « éducation physique » dans laquelle j'étais, mes parents m'ont dit qu'il fallait que je trouve du travail. J'ai donc arrêté mes études en 5e secondaire. De toutes façons, je trouve qu'au départ, mes parents, voyant que je ne m'en sortais pas bien, auraient dû m'inscrire dans une section moins difficile. »

Après Christophe suit un apprentissage dans une section ventes. Il y réussit deux années. A 18 ans, il quitte la maison familiale et après quelques mois de galère durant lesquels il est hébergé chez une connaissance, il trouve enfin un emploi bien rémunéré dans une usine de fabrication automobile. *« C'était une bonne place mais je ne savais pas m'intégrer. Je voyais ça avec des yeux de meneur, je bossais dur puis j'ai eu de gros problèmes de santé. Comme j'avais un bon salaire, j'ai augmenté ma consommation de drogue et j'ai fini par ne plus bien faire mon travail. Je vivais seul et j'ai fait des bêtises. Je fumais, je n'étais pas bien dans ma tête. J'ai perdu cet emploi. Après, je restais seul chez moi. Je ne parvenais pas à me rêver dans un boulot. »*

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 40-47.

Des portes se ferment...

Pendant plusieurs années, Christophe souffre de dépression et est dispensé des enquêtes de l'ONEM, étant reconnu avec une incapacité de travail de plus de 30%. *« Cela m'a permis de me détendre un peu parce que malgré tous mes efforts, j'avais vraiment des difficultés à trouver un emploi. C'était un poids en moins. Mais j'étais enfermé chez moi tout le temps. Je ne savais plus très bien où j'en étais. J'aurais voulu suivre une formation de conducteur poids lourds mais les médicaments que je prenais étaient incompatibles avec la conduite d'un véhicule. Beaucoup de formations m'ont été refusées à cause de ces problèmes de santé mentale. J'avais l'impression que je ne savais plus rien apprendre. J'ai essayé de suivre des cours par correspondance. Mais en groupe, c'est mieux, on se détend en étudiant les mêmes choses ensemble. »*

Il suivra ensuite des formations en aménagement d'intérieur, en menuiserie, en ébénisterie. A un moment, on lui propose même un job de formateur : *« Il s'agissait de former un groupe « de gros chahuteurs » et je me suis dit que je n'y arriverais pas, qu'il valait mieux que je laisse la place à quelqu'un qui s'en sortirait mieux que moi. »* Aujourd'hui encore Christophe dit ressentir parfois l'envie de disparaître aux yeux de tous. *« Je me sens seul... Je me dis que je suis tellement inintéressant que personne n'a décidé de m'aider. Je me fais difficilement des amis ». (...) J'ai vécu tellement de mauvaises expériences que je suis blasé et que je vis bien la lassitude. » (...) « Je pense que les politiques doivent se rendre compte que les nouvelles mesures vont entraîner des situations très difficiles. (...) Je suis prêt à prendre n'importe quel travail. Aujourd'hui, je suis motivé, j'ai envie que ça marche avec le Forem. J'aimerais suivre une formation en comptabilité. En fait, si je guéris vite, ça va m'ouvrir des portes sinon, je vais devoir supprimer Internet parce que c'est trop cher. Comme je ne parviens pas facilement à me faire des amis, ça me permet de communiquer tout de même. J'ai la télé, un GSM et ça m'aide pour la recherche d'emploi ».*

Les petites choses qui font du bien

« J'ai peur de ne plus pouvoir payer ma mutuelle, mes médicaments, mon loyer, de ne plus pouvoir sortir un peu, m'offrir des choses qui me font plaisir. Par exemple, acheter de la nourriture un peu plus chère mais que j'apprécie : de bons jus de fruits, des chips... (...) Je dois faire attention tout le temps. »

Depuis quelques temps, Christophe reprend confiance en lui. Il a l'impression de commencer à revivre et se dit assez fier d'y être parvenu seul. Il est aussi, dit-il, plus attentif à ce qui l'entoure. *« C'est peut-être l'âge... Dire bonjour à des amis, parler à quelqu'un, faire des efforts dans toutes ces petites choses, tout ce train-train du quotidien, ça aide ». (...)*

Quelques mois plus tard...

Quelques mois plus tard, Christophe a « décroché » un intérim dans une entreprise du secteur frigorifique. *« Je prépare les commandes à expédier un peu partout en Belgique. C'est bien payé. Je suis un vrai bosseur et on m'appelle de plus en plus les jours où il n'est pas prévu que je travaille ».* Il est enjoué, rassuré et me parle de toutes ces petites choses simples et réconfortantes qui agrémentent aujourd'hui son quotidien. *« Je porte toujours une croix mais elle paraît plus loin, derrière. Je me sens mieux accueilli. Je profite un peu de la vie. Je sais que l'emploi en fait partie. Je parviens à faire des économies. Je bois du thé. J'ai toutes les petites choses de l'emploi. C'est l'emploi qui me guide dans la vie. J'aime beaucoup. Avec un emploi, on se sent mieux. On est prêt à communiquer avec d'autres parce qu'on est un peu semblables. On a plus de contacts humains que de contacts fantaisistes. On parle un peu de soi. Avant, je me sentais distant, mis à l'écart. C'est la chance qui m'a aidé. Elle n'est pas venue toute seule. J'ai été très actif ».* Un équilibre retrouvé, certes fragile...

Interview réalisée en juillet 2012

Donner son temps n'est pas chômer...

'Gigi' et Damien, tisseurs de solidarités...



© Ch. Smets

« Parfois, je me dis qu'il faudra aller jusqu'à l'immolation d'un chômeur pour que les gens réalisent et que les choses bougent... »

Rendez-vous à Virton pour rencontrer 'Gigi' et Damien. C'est dans ce petit coin de Gaume, berceau de la branche paternelle de Damien, que Damien et 'Gigi' ont enfin trouvé un rythme de vie qui leur apporte davantage de sérénité. Débrouille et solidarité guident leur quotidien au sud du pays, là où les accidents de parcours sont le plus souvent tus... Loin des grandes villes, on lave son linge triste en famille...

Histoire de Damien¹

Damien, 40 ans, a grandi dans la région de Charleroi, son père ayant trouvé un emploi chez Caterpillar à Gosselies. Son parcours scolaire a été long, très (trop) long. Dès l'école primaire, il connaît l'échec scolaire. On détecte chez lui, une dyslexie. Après une première année de secondaire en classe d'accueil, la direction lui conseille de changer d'établissement

¹ : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 22-31.

scolaire. « A l'époque, je zonais avec des jeunes en décrochage. » Il est inscrit dans une section professionnelle artistique à l'Institut Sainte Anne à Gosselies où il poursuivra ses études secondaires, triplant la 5^e année mais allant jusqu'une 7^e année pour pouvoir entamer des études supérieures. « St-Anne m'a permis de ne pas m'enfoncer », analyse-t-il aujourd'hui. C'est ensuite l'Institut Saint Luc, une école supérieure artistique. Peu avant les examens, alors qu'il recommence la première année, il est victime d'un accident de la route qui le plonge dans le coma. Il en gardera des séquelles dont des difficultés de concentration. Ses chances de passer dans la classe supérieures sont réduites. Or, il n'est pas possible de tripler une même année d'études. Voilà donc Damien, bien malgré lui, forcé d'abandonner son rêve d'embrasser une carrière artistique.

Patchwork de contrats précaires

Une formation en infographie à l'A.I.D. de Court-Saint-Etienne sera le plan B qu'il choisit pour dessiner son avenir professionnel. Il s'installe à l'époque dans un petit appartement situé dans le centre-ville de Charleroi. « J'ai effectué des stages grâce auxquels j'avais un petit revenu. Mais alors que je pensais être engagé dans un C.D.I. après ces périodes de stages dans la même entreprise, celle-ci a préféré engager de nouveaux stagiaires pour pouvoir bénéficier des subventions d'aide à l'emploi. » Les parents de Damien ont toujours milité dans des associations défendant la justice sociale. Il en a hérité un même sens de l'engagement dans l'aide aux personnes. « A Charleroi, j'étais connu de tous les travailleurs sociaux. Je connaissais les S.D.F. Il arrivait que j'en héberge chez moi. C'est à travers la réalisation d'affiches, de folders, de la création de sites web que je soutenais les associations. ». Damien enchaînera des intérim dans une imprimerie d'économie sociale. « On me sollicitait souvent dans les moments de rush, par exemple au moment des élections... ». Jusqu'au moment où on lui propose de reprendre l'emploi d'un collègue jugé trop lent : « J'ai d'abord accepté puis je me suis dit que c'était vraiment trop moche de prendre la place

d'un père de famille. Ethiquement, ça me posait question... J'ai donc refusé. Je pensais qu'à mon âge, je retrouverais plus facilement un autre emploi». Mais le C.D.I. ne vient pas. *« J'ai pas mal de freins, constate Damien. J'écris très mal. Les aspects plus littéraires de la réalisation de brochures etc., j'ai dû les mettre de côté à cause de ma dyslexie. Avant mes 30 ans, je n'avais jamais occupé le même emploi durant douze mois. J'accumulais de petites périodes de travail entrecoupées de chômage. Souvent, parce que ça arrangeait mes employeurs, je terminais les travaux, sans que ce soit déclaré... »* Conséquence donc : à 40 ans, Damien perçoit 450 € d'allocations de chômage, soit le montant correspondant au statut « étudiant » ! De temps en temps, il travaille sous contrats Smart ou dans le cadre de l'ALE (Agence Locale pour l'Emploi).

Il y a quelques années, il fait part à sa famille de son souhait de quitter la région de Charleroi pour s'installer en Gaume. La maison de sa grand-mère, partie vivre en maison de retraite, est vide depuis plusieurs mois ; le loyer que lui verserait Damien représenterait pour la dame âgée un petit plus non négligeable. Et se rêve devient réalité.

Les débuts sont difficiles... Arrivé en province de Luxembourg, il reçoit une offre d'emploi dans une imprimerie à Bastogne, inaccessible en transports en commun. Sans permis de conduire, Damien ne peut accepter cet emploi : *« Dès que je prends le volant, j'ai des angoisses terribles. J'ai tenté à deux reprises de passer l'examen de conduite mais ça a été catastrophique. »* Cela lui vaut un contrôle de l'ONEM. On lui signifie que refuser cet emploi est recevable s'il s'engage à consulter un psychiatre pour établir la preuve de son incapacité à apprendre à conduire un véhicule. Refusant d'accéder à cette exigence, il est sanctionné et privé d'allocations de chômage durant un an et demi. Il doit signer avec l'ONEM, un contrat l'engageant à fournir les preuves de sa recherche active d'emploi. *« J'aurais aimé améliorer mes compétences en infographie mais, la plupart des formations organisées dans la région sont du niveau 'initiation'. Les formations plus pointues ont lieu à Charleroi, à Mons... S'y rendre*

coûte très cher... » Et puis, après avoir vainement couru après un emploi pendant des années, Damien s'est fait une raison : *« Je me suis dit qu'il y avait autre chose à faire dans une société que de courir après un emploi qui n'arrivera sans doute jamais... ».*

Interview réalisée en mai 2013

Donner son temps n'est pas chômer...

'Gigi' et Damien, tisseurs de solidarités...



© Ch. Smets

« Parfois, je me dis qu'il faudra aller jusqu'à l'immolation d'un chômeur pour que les gens réalisent et que les choses bougent... »

Rendez-vous à Virton pour rencontrer 'Gigi' et Damien. C'est dans ce petit coin de Gaume, berceau de la branche paternelle de Damien, que Damien et 'Gigi' ont enfin trouvé un rythme de vie qui leur apporte davantage de sérénité. Débrouille et solidarité guident leur quotidien au sud du pays, là où les accidents de parcours sont le plus souvent tus... Loin des grandes villes, on lave son linge triste en famille...

Histoire de Gigi¹

Coiffeuse de formation, une profession qu'elle abandonne en raison d'un eczéma persistant, Gigi a suivi dans la région de Verviers, une formation d'éducatrice A2 pour garder l'emploi qu'elle occupait à la Cité de l'Espoir, un centre pour enfants handicapés physiques et mentaux. Enceinte, elle doit

renoncer à ce poste et est engagée comme ouvrière dans une entreprise métallurgique où elle deviendra déléguée syndicale. Lorsque cette entreprise délocalise en Brabant wallon, suivant les conseils d'un ami, Gigi s'inscrit en faculté de médecine mais, maman de deux jeunes enfants, son divorce compromet la poursuite de ces études ... Toutefois, avec neuf mois passés en faculté de médecine et plusieurs stages au service des urgences elle peut accéder à une spécialisation d'auxiliaire de soins spécialisés en fin de vie. Durant de nombreuses années, elle travaillera dans ce secteur. Jusqu'au jour où elle n'en peut plus de porter toutes ces épreuves douloureuses : *« J'ai soigné un enfant leucémique durant 8 ans. Il est mort dans mes bras. Ça m'a tellement marquée que je ne parvenais plus à trouver du sens dans mon travail. »* Peu de temps après, en 2003, elle subit une opération à l'oreille interne.

« Deux accidents de circulation, à cinq mois d'intervalle, avaient occasionné sans que je le sache, des problèmes au niveau des vertèbres cervicales. Aucune précaution n'ayant été prise pour ménager celles-ci durant l'opération, je me suis retrouvée avec la nuque bloquée. » Impossible d'exercer encore sa profession. On lui reconnaît un handicap de plus de 66% ce qui lui procure un revenu garanti. *« Mais je crains qu'il diminue un jour ou l'autre... »*, Dit-elle.

Ensemble, multiplier la solidarité

C'est à Charleroi, en 2002, que le couple se rencontre. Gigi venant de Verviers et Damien rêvant de vivre en Gaume. Tous deux font partie du groupe des T.S.E. (Travailleur Sans Emploi) à l'initiative d'un syndicat. Ils prennent l'habitude d'échanger leurs analyses et leurs réflexions sur les réseaux sociaux. Quelques années plus tard, Gigi vend sa maison à Verviers pour s'installer dans la maison gaumaise de Damien. Ils signent ensemble un contrat de cohabitation et Gigi est reconnue chef de ménage.

Pour eux, le mot solidarité a tout son sens. Ils fréquentent le groupe des T.S.E. du Luxembourg et hébergent à l'occasion des personnes se retrouvant

¹ : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 22-31

sans domicile. Leur domicile devient « *adresse de référence* » et, dans ce cadre, ils peuvent héberger pour des périodes de 6 mois maximum des personnes avec lesquelles ils n'ont pas de liens familiaux. Cela sans que soit appliquées les règles prévalant pour le statut de cohabitant. Les journées du couple sont très remplies. Damien effectue du bénévolat dans le projet de monnaie locale « L'épi » et tous deux sont actifs dans différentes associations caritatives. Ils créent du lien entre les habitants, tissent une solidarité locale. Jadis très engagée aux côtés des TSE de la région verviétoise, Gigi met à profit cette expérience. Même si les réalités socio-économiques des deux régions sont très différentes.

« Ici, il y a beaucoup de familles d'agriculteurs. Lorsque ceux-ci perdent leurs moyens de subsistance, ils sont indemnisés à 65%. Leur première préoccupation est de renflouer leur budget. Ici, les chômeurs restent enfermés chez eux. Ils se sentent honteux... Un père de famille a été sanctionné pendant quatre mois. Dans les communes rurales, tout le monde se connaît... On ne peut compter sur un certain anonymat comme dans les grandes villes... » Près de Virton, une entreprise de pâte à papier procure de l'emploi aux jeunes de la région. Beaucoup sont engagés dans des intérim ou dans des contrats précaires.

Damien et Gigi ont contribué à la création d'une cellule DAL (Droit au logement) dans leur région. Ils entretiennent avec d'autres une dynamique locale qui vise à venir en aide aux plus démunis, à partager des savoirs faire. « *Nous montrons une autre manière de voir les choses, une autre façon de consommer... Donner de son temps pour tout cela, n'est-ce pas une fonction utile socialement ?*

« Je suis une inactive officielle », poursuit Gigi. « Je me permets, avec mon temps libre, d'aider, de partager. Il faut savoir que le montant total des allocations de chômage représente seulement 2% des montants globaux de la sécurité sociale. Des discours disent qu'il faut éradiquer la pauvreté et dans le même temps, on retire le pain de la bouche des gens... On estime à 30.000 le nombre de

personnes qui seront exclues du chômage en 2015... Les CPAS vont-ils recueillir ceux-ci sans réagir ? Des effets pervers ne sont-ils pas à craindre ? » L'avenir le dira à moins que d'ici là, un changement de cap permette d'éviter le pire...

Interview réalisée en mai 2013

Compter chaque cent

Jenny, 41 ans, «Souvent, j'ai joué de beaucoup de malchance. A force, je me suis endurcie.»



© Ch. Smets

« Je mettais mes enfants à la crèche trois fois par semaine pour me rendre disponible pour chercher de l'emploi. »

Jenny n'a jamais décroché le moindre emploi dans sa branche, hormis un remplacement d'un an dans un CPAS. Tout le parcours de cette assistante sociale, privée d'exercice de sa profession, s'inscrit dans une démarche privilégiant l'aide aux personnes, qu'il s'agisse des formations successives qu'elle a suivies ou de son rêve professionnel actuel. Elle accumule savoirs et compétences dans différents domaines mais est consciente qu'elle perd, au fil du temps, les acquis de ses études passées.

Après des études secondaires en techniques sociales au collège Pie X à Châtelineau, Jenny embraye avec un graduat d'assistante sociale à l'I.S.C. de Charleroi. Au terme de celui-ci, elle décide de prolonger son cursus et entame des études de psychopédagogie en cours du soir. Après la deuxième année, elle est engagée dans un CPAS de sa région pour y effectuer durant une période déterminée, le remplacement d'une assistante sociale. Durant ce contrat, un poste se libère. Elle postule donc pour celui-ci, certaine

d'être engagée mais là, c'est la déception : elle ne remplit pas les conditions pour obtenir ce poste : *« J'ai été victime du fait que pour certains types d'emploi subsidiés, il faut remplir un certain nombre de conditions. »* Avec le recul, elle analyse : *« Mon problème, c'est d'avoir fait les études de 'psycho péda'. En 95, ceux qui sont sortis de l'école sociale en même temps que moi ont trouvé du travail. Après, ça commençait à être difficile. »*

Se former et puis...

En 2000, désespérant de trouver un emploi correspondant à ses qualifications, elle entreprend au Forem, une formation en techniques de communication et effectue un stage, dont elle parle encore avec enthousiasme, des années plus tard : assistante aux ressources humaines dans le cadre de l'Euro 2000. Elle suit ensuite une formation en P.N.L. et en sophrologie tout en travaillant quelques mois dans une pizzeria. Son premier enfant naît en 2006, le second en 2009. *« Je mettais mes enfants à la crèche trois fois par semaine pour me rendre disponible pour chercher de l'emploi. »* En 2008, elle se présente dans un I.M.P. de la région de Charleroi. Enceinte d'un mois et demi, elle le signale *« par souci d'honnêteté et cela, dit-elle, a anéanti mes chances d'être engagée. Souvent j'ai joué de beaucoup de malchance. A force, je me suis endurcie. »*

Aujourd'hui, Jenny cherche toujours un emploi d'assistante sociale et veille à se tenir au courant des législations sociales. Néanmoins, elle avoue se sentir déconnectée de ces matières qui évoluent beaucoup. *« C'est le parcours du combattant. Il faut s'adapter année après année, les lois changent régulièrement et les réalités des personnes aussi. »*

(...)¹*« Il y a plus d'A.S. au chômage qu'on ne l'imagine. J'ai le handicap de mon âge et de mon peu d'expériences professionnelles. J'ai suivi beaucoup de*

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 74-83.

formations mais ce n'est pas pareil. Parfois, il faut encaisser des remarques difficiles à accepter : « Dans un CPAS où je m'étais présentée, on m'a dit que je ne pouvais pas convenir... pour raison esthétique. Je venais de subir une opération de la mâchoire. » Il faut aussi pouvoir gérer les déceptions : « Quand je me présente à une place, je ne me dis pas : je l'ai ou je ne l'ai pas. Après l'entretien, je pense 'c'est une nouvelle expérience', j'analyse la manière dont ça s'est passé. »

Aux limites de sa résistance

(...) Jenny a été victime d'une dépression sévère. « J'en suis arrivée à lâcher un moment car je n'en pouvais plus. J'ai entendu que 22% de chômeurs étaient en dépression parce qu'ils ne trouvent pas de travail malgré toute l'énergie qu'ils mettent à en rechercher un. »

Aujourd'hui, bien que se sentant encore fragile, elle a repris sa recherche active d'emploi et est suivie par S.O.S. Dépannage à la CSC, un service d'accompagnement des chômeurs. Comme les contacts sociaux l'aident moralement, elle a pris différents engagements. « J'essaie de ne pas rester inactive. Ça m'ouvre des portes. Je sens que je suis à un tournant. » Pour se reconstruire, elle explore différents lieux, milieux de travail... « Avec S.O.S. Dépannage, je postule pour 6 ou 7 emplois par mois. Je vise tous les secteurs. Même la métallurgie, le génie civil. Je compte aussi postuler dans les hôpitaux. » Elle envisage tous les cas de figure(...).

Créer soi-même son emploi

La jeune femme envisage parfois de créer son emploi. « J'ose enfin. Je me suis renseignée sur les couveuses d'entreprise. Pendant trois ans, on peut lancer son projet tout en gardant ses droits au chômage. J'aimerais créer une asbl qui viendrait en aide aux personnes qui hésitent à pousser la porte du CPAS. (...)

Solidarités, débrouille et calcullette...

« Le fait d'avoir deux enfants m'aide. Même si je me demande ce qu'elles feront plus tard. Mais je me dis que le futur se construit aujourd'hui. Mes émotions, je les garde pour moi. J'ai appris à gérer, à positiver. J'arrive encore à sourire même quand la situation est difficile. « (...) Souvent, je remercie la grand-mère qui m'a élevée. Elle m'a appris à gérer un budget. Je gagne 1063 euros par mois, payés en deux fois (ça m'a parfois mis dans la difficulté). La future dégressivité du chômage devrait toucher aussi les chefs de ménage. Je perçois 356 euros d'allocations familiales. Mon loyer s'élève à 458 euros auxquels il faut ajouter 224,64 euros de charge. Il ne nous reste pas beaucoup pour vivre à trois, pour payer la nourriture, les vêtements, la mutuelle, les assurances, les activités extra scolaires... Le chômage isole. On ne peut même pas s'offrir une séance de cinéma. L'aînée de mes filles a 6 ans ; elle réagit parfois comme si elle avait plus que son âge. Elle réfléchit beaucoup. Par exemple, comme elle me voit compter tous les jours, elle veut me donner ses petites pièces. Quand elle voudrait que je lui achète quelque chose, elle me demande d'abord : « C'est pas trop cher ? (...) »

Nous sommes à la veille de la Saint Nicolas. Jenny explique : « Pour les achats, Maman m'a passé sa carte Visa... Je lui rembourserai petit à petit. »

Assistante sociale dans l'âme, militante aussi, elle tient à rappeler pour conclure qu'il existe des aides en matière d'accès aux soins et qu'il faut les maintenir, en parler plus car, dit-elle « Tous les parents ne sont pas au courant ». Et puis « il y a des réductions pour les chômeurs, sur les bus aussi. Il existe la carte culture article 27. L'accès à toutes ces choses devrait être plus automatique. » Toutes des informations que Jenny rêve de partager dans le cadre d'un travail.

Interview réalisée en novembre 2012

Joindre les deux bouts... un défi quotidien

Maryne, 20 ans, jeune maman « On se fait rarement un plaisir. On se prive tout le temps. »¹



© Ch. Smets

« L'argent remplit la tête quand il manque dans la poche. »

Je retrouve Maryne dans un joli café rochefortois... A ses côtés, sa toute petite fille, couchée, paisible, dans son landau. Le Centre Jeunes de Rochefort m'a fourni ses coordonnées. Elle a participé là à un atelier de création théâtrale à l'origine du spectacle « 1980, 2012, 2060 et toujours au chômage ».

Dans ce spectacle, elle tenait dans l'année 2012, le rôle de « la femme de Didier, enceinte et donc peu 'attractive' sur le marché de l'emploi ». Puis, tour à tour, elle s'est glissée dans la peau du patron, de la demandeuse d'emploi, de la recruteuse du Club Med, d'une femme de trente ans « qui traite les chômeurs comme des moins-que-rien... » A la manière dont elle raconte l'expérience, on perçoit que Maryne y a mis beaucoup de convictions : « C'est vraiment nos idées qui ont servi de base au spectacle. On a fait des impros qui ont été filmées. La

scène dans laquelle je joue une jeune fille enceinte me touche beaucoup et j'ai un peu de mal à la jouer. Ma partenaire aussi. En fait, l'histoire m'est arrivée. Lorsque j'étais enceinte de quatre mois et demi, une conseillère Forem m'a dit, qu'à mon âge, ça n'allait pas d'être enceinte. Moi, c'est ma vie. La pièce de théâtre nous permet de nous faire entendre. Notre message passe. Sans cela, on ne nous écoute pas.»

Un parcours fait de ruptures

Maryne a arrêté l'école en 4^e secondaire. Jusqu'à l'âge de 14 ans, elle vivait à Bruxelles dans une famille d'accueil dont on ne saura pas grand-chose, « une famille bourgeoise de 6 enfants dans laquelle la vie était facile ». Elle rejoint ensuite sa maman à Rochefort. Mais la cohabitation est difficile et, à l'âge de 17 ans, elle quitte le domicile familial, hypothèque son année scolaire, poursuivant comme élève libre. Avec le recul, elle jette un regard critique sur elle-même : « J'étais mal à l'époque. J'étais une élève difficile mais l'école m'a beaucoup aidée. »

A 18 ans, elle choisit d'aller vivre chez son père mais là aussi, les choses ne se passent pas comme elle l'espérait. Alors qu'elle s'apprête à passer les épreuves de fin d'année dans l'école d'esthétique où elle a repris des études, un incident fâcheux la met dans l'incapacité de présenter ces examens. Fragilisée par quelques épisodes familiaux houleux, Maryne va néanmoins trouver un emploi mais ne parviendra pas à le garder bien longtemps. Et à nouveau, il lui faut trouver des solutions en urgence : « Je n'avais plus d'endroit où aller. J'ai été hébergée par une amie et c'est là, lors d'une fête, que j'ai rencontré le papa de ma fille. Très vite, j'ai retrouvé un emploi mais là, je me suis cassé le genou. Comme je ne pouvais pas rester plus longtemps chez mon amie, je suis allée dans un foyer d'accueil où je suis restée six mois. »

¹ Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 48-55.

Cohabitation

Quelques temps après, Maryne et son compagnon s'installent dans un petit appartement à Jemelle, au bord de la Grand route. Mais : *« Quand la petite est née, il n'y avait pas de chauffage. Il faisait 8°. Elle a dû être hospitalisée. Pour payer l'hôpital, on a été obligés de suspendre le paiement du loyer. Le propriétaire nous a donc demandé de payer deux loyers le mois suivant. Comment faire quand on gagne 1000 euros par mois et que le montant du loyer s'élève à 460 euros auxquels il faut ajouter 86 euros de charge ? Et puis, on n'était pas d'accord de payer si le chauffage n'était pas réparé. On est allés devant le juge de paix. La confiance a été rompue avec le propriétaire. En janvier, le bail se termine et il refuse de le renouveler »*. Maryne craint de ne pas pouvoir trouver facilement un logement. *« On peut obtenir l'aide du CPAS pour payer la caution mais lorsqu'on dit cela aux propriétaires, ils se méfient. »*

Pas de place pour l'insouciance

« On se fait rarement un plaisir, on se prive tout le temps. Impossible pour nous d'aller au cinéma ou boire un verre. Tout tourne autour de l'argent. Quand on en manque, on ne sait rien faire. Je ne demande pas à être riche à millions mais je voudrais simplement vivre bien. Quand je suis tombée enceinte, j'ai espéré que les choses allaient changer. Mais c'est clair que notre vie de couple n'est pas facile. Financièrement, pour ma fille, je ne regarde pas trop mais si je compte les langes, le lait, les médicaments... j'arrive à 300 euros par mois. On a 88 euros d'allocations familiales. Mon compagnon a 20 ans, il a suivi une formation au CEFA mais n'a pas d'expérience professionnelle et il ne trouve pas de travail. Il est démotivé. On fait tous nos déplacements à pied ou en bus mais prendre le bus avec un landau, c'est difficile. Les seules personnes qui proposent leur aide sont des personnes âgées. »

Les vingt ans des uns...

« Dernièrement, je suis allée allumer une bougie à l'église. J'ai peur pour ma fille. J'en ai marre de ramer. Côté boulot, on m'a proposé un emploi dans l'Horeca mais ça veut dire que je devrais rentrer à minuit. Avec mon bébé ce n'est pas possible. Je continue à chercher. Je vais devoir prendre un emploi à temps plein mais ça va être difficile à gérer avec la petite. Le seuil de pauvreté est à 1400 euros pour un couple. On n'a pas ça. »

Maryne a vingt ans au moment où les décisions froides d'un gouvernement tombent comme un couperet sur bien des histoires familiales... Elle est en stage d'insertion. Lorsqu'elle pourra percevoir des allocations de chômage, celles-ci entraîneront la réduction de celles de son compagnon. A deux, ils percevront moins que ce que perçoit son compagnon actuellement... En février, les jeunes parents ont emménagé dans une petite maison dans la ville voisine, à proximité de tous les services. Une belle entrée en 2013... dans un confort amélioré...

Interview réalisée en novembre 2012

Manque d'expérience, qu'ils disent...

Mohamed, 22 ans,

« Je me sens perdu. »¹

« J'essaie de tout mettre de mon côté... Le manque d'expérience professionnelle, c'est un gros souci. Un jeune qui vient de sortir de l'école, on ne sait jamais ce qu'il sait faire mais si on ne vous laisse pas de chance, qu'est-ce que vous pouvez faire ? »

Nous avons rendez-vous à 11h. Mohamed arrive au bureau d'accueil de l'association où il est convenu que nous nous rencontrions, un quart d'heure à l'avance. Porteur d'un C.E.S. dans les qualifications bâtiment, moteur électrique et électro-ménager, Mohamed pensait avoir en poche, sa 7e année en gestion terminée, un bon passeport pour l'emploi...

Dynamique, sincère, il n'a pas hésité à accepter l'interview. (...) En témoignant, il se fait porte-parole de tous ces jeunes qui ont grandi dans le quartier de Cureghem à Anderlecht. Devenus adultes, beaucoup n'ont pas encore trouvé le lieu où mettre quotidiennement leur énergie au service de la collectivité. Le parcours scolaire ne surprend pas. Il est conforme au destin tout tracé dans lequel sont enfermés beaucoup de jeunes bruxellois issus de l'immigration. Après avoir effectué sa première année secondaire en classe d'accueil, il intègre la filière professionnelle. Ce choix « imposé » lui convient : *« J'ai fait toutes ces années tranquille, toujours dans la même école et dans le même domaine. On m'a dit, à la base, on a besoin d'électriciens. Je me suis dit que j'aimais bien et j'ai continué dans cette branche. »*

Pourtant, malgré l'accompagnement des services d'Actiris, cela fait bientôt deux ans que Mohamed

cherche activement du travail mais n'en trouve pas. *« Souvent, je ne reçois pas de réponse aux lettres que j'écris avec l'aide d'Actiris. Là, ils voient que quand je reçois des réponses, elles disent souvent que je n'ai pas d'expérience. Mais comment avoir de l'expérience quand personne ne veut vous prendre ? Parfois, on me répond que je ne suis pas dans les critères. Ça veut dire quoi ? On se décourage. Des fois, ils répondent après trois mois. Et vous, vous êtes là en train d'attendre. On ne sait plus où donner de la tête. Je me sens perdu. J'ai besoin d'être dans l'action. Je n'aime pas rester sans rien faire et on est là sans rien faire. On essaie de faire ce qu'on peut. »*

Il lui arrive de faire des jobs étudiants. *« Moi, je voudrais travailler, pouvoir trouver un appartement. A la maison, je m'ennuie trop. J'ai besoin de bouger. Je vais à la maison de jeunes. Je fais des activités avec les plus jeunes. Par exemple, j'ai le projet d'aller en Estonie avec eux, cet été. Je fais aussi du mini foot, du cirque... »* Pour mettre toutes les chances de son côté, Mohamed participe aux Jobs day, Discovery your talent, à toutes les initiatives qui existent pour aider les jeunes à décrocher un emploi. *« Dès qu'il y a une opportunité, j'y vais pour voir. J'essaie de trouver des formations qui pourraient déboucher sur un emploi. »*

« Moi, je suis une personne qui vit au jour le jour. Je n'aime pas penser trop loin. Pour l'instant quand je reçois une réponse négative, je suis presque soulagé. Je me dis : voilà, je sais. Le pire c'est de ne pas avoir de réponse et d'attendre pour rien. »

Les inaccessibles grands pourvoyeurs d'emploi...

Pour ses recherches d'emploi, le jeune homme se rend régulièrement à l'Alhambra, une maison de jeunes où il se sent un peu comme chez lui et où il peut disposer d'un ordinateur. *« J'ai un ordi à la maison mais il déraile. »* Il a suivi une formation en électro mécanique à la SNCB. Au terme de celle-ci, ayant échoué à l'examen, il a dû mettre de côté son rêve d'être engagé dans cette société. *« Il y avait beaucoup de choses que je n'avais pas apprises à l'école et que je devais étudier dans la formation. J'ai eu du mal à retenir tout ça. Parfois, je connaissais*

¹ Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 84-89.

des choses mais on les apprenait différemment. J'avais les habitudes de l'école. Je trouvais les réponses mais je ne faisais pas comme il fallait faire pour y arriver. Ça embrouillait un peu tout. Maintenant, je suis obligé d'attendre un certain temps avant de réessayer. »

Cette année, le jeune homme a aussi dû renoncer à une formation à la STIB : « *Ils ont pris les 25 premiers. Ils ont gardé mes coordonnées et m'ont dit qu'ils me rappelleraient s'ils avaient besoin de moi. Parfois, j'ai les points mais je ne suis pas dans les 25 premiers... »*

Vivant chez ses parents, le jeune électricien perçoit depuis septembre une allocation de 450 euros. « *Mes parents préféreraient que je travaille mais ils voient que je me débats pour chercher. Ils voient que c'est difficile pour beaucoup. Des jeunes sortis de l'école en même temps que moi ne trouvent pas de travail. Je ne les vois pas souvent. Beaucoup font des formations mais ils ne trouvent pas forcément du travail. Parfois, il n'y a pas beaucoup d'offres. »*

Mohamed a quatre sœurs et deux frères dont il dit : « *Eux, ça va ».*

Complexité des démarches...

A propos de la dégressivité du montant des allocations de chômage : « *Je ne sais pas si ça va diminuer. Tout est mélangé. C'est un peu compliqué. On m'a envoyé des trucs à remplir. Je ne savais pas lesquels je devais remplir. J'essaie de me débrouiller moi-même mais parfois je ne fais pas comme il faut. Si vous ne signez pas ou vous ne mettez pas une date, après on vous dit que vous deviez faire ça ou ça. On n'a pas toujours les bonnes informations. »*

En guise de C.V. Mohamed conclut : « *Je suis très très calme. Je suis très tranquille... Je fais ce que j'ai à faire. Je ne me casse pas la tête avec des autres trucs. Pour me présenter je dis que je suis toujours là à l'heure, que je suis autonome, que je peux travailler en groupe. Je change mon CV en fonction de ce que les employeurs attendent. J'adapte à chaque fois.»*

Alors qu'il fait le maximum pour mettre de son côté tous les éléments qu'on lui annonce porteurs d'une issue favorable, Mohamed ne comprend donc pas pourquoi son horizon aujourd'hui correspond si peu à la voie qu'il s'était tracée, pourquoi les recettes ne fonctionnent pas... Ils sont des centaines qui comme lui perdent leur énergie dans de vaines recherches, passant sans cesse à côté des exigences de plus en plus restrictives du marché du travail...

Interview réalisée en mai 2013

Des effets papillon des licenciements...

Philippe, 53 ans ou «la difficulté de vivre sans projet, sans certitude»



© Ch. Smets

« Ce qui est difficile, outre la diminution brutale des revenus, c'est d'être contraint de vivre au jour le jour. Je ne sais pas programmer des choses à l'avance, ni avoir de projets à court ou à long termes... C'est un peu comme si on était forcé de se mettre en hibernation en attendant que des choses se fixent... »

Philippe habite Solre-sur-Sambre, une petite commune rurale du Hainaut. Il a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle au service technique de la Sabena, à Zaventem. Technicien dans l'aéronautique dès l'âge de 18 ans, il subit en 2009 les effets en cascade de la faillite, en 2001, de la compagnie aérienne survenue. Il se souvient des dégâts humains causés par cette faillite. « Des personnes que je connaissais se sont suicidées, d'autres sont passées par de longs mois de dépression... »

(...)¹ « La plupart des clients partant en France, nous avons commencé à nous inquiéter mais on nous

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 56-65.

rassurait, on nous disait qu'il ne fallait pas se faire de souci... Pourtant, un jour, des hommes sont venus vider les hangars. Et ce fut le licenciement collectif avec application de la loi Renault. » A l'époque, Philippe avait 49 ans et ne pouvait prétendre à la prépension. Le 'outplacement' obligatoire prévu dans le cadre de la loi Renault ne l'a pas aidé à retrouver un emploi dans son secteur : « Peu de postes sont à pourvoir en Belgique pour un technicien spécialisé en aéronautique ».

Tentative de réorientation

« A cette époque, une lumière m'est venue : je suis allé suivre une formation de gestionnaire de PC-réseau au centre Technofutur à Gosselies. J'ai été sélectionné parmi de nombreux candidats. J'ai effectué un stage à l'administration communale d'Erquelinnes où j'ai mis en place le site Internet. Il travaillera ensuite dans une petite PME fabriquant des panneaux photovoltaïques. « (...) Mais après six mois, les avancées technologiques ont eu raison de mon emploi... J'étais supplanté par un 'appareillage'. J'ai donc été licencié. L'informatique est un domaine qui évolue constamment et si on ne pratique pas, on perd vite ses acquis... » (...).

Optimiste et persévérant, Philippe retrouve, lors d'une visite au Salon de l'emploi, un travail à la STIB. Il signe un contrat le jour même. « Arrivé à la STIB, j'ai très vite ressenti un certain malaise... On m'a fait comprendre que j'aurais dû, avant d'être engagé, rencontrer le service technique... Et puis, certains me jugeaient trop âgé pour la fonction... Quelques mois plus tard, j'ai à nouveau été licencié... (...)»

La case « intérim »

Il y a quelques semaines, il a été engagé pour un intérim de trois mois à la Sonaca. Celui-ci se terminera fin février. « En intérim, on signe un contrat hebdomadaire. Si par malheur, on tombe malade, c'est un problème. Et puis, on ressent en permanence la crainte d'être remercié sur le champ. (...). Autre souci : si je suis convoqué pour passer un examen d'embauche, je perds le montant d'une demi-journée de travail... Parmi les aspects plus

positifs : le fait de pouvoir montrer ses compétences et donc, une possibilité d'être un jour engagé... » (...).

« Quand j'entends des personnes dire : celui qui cherche, il trouve toujours, ça me fait quelque chose mais à une époque, je le pensais aussi. Je ne me sens pas déprimé mais j'avoue que quand ça vous tombe dessus, vous vous sentez un peu perdu. C'est un peu comme si on était forcés de se mettre en hibernation en attendant que des choses se fixent... Un petit exemple concret : ma voiture doit passer au contrôle technique. Si elle est recalée, je ne sais pas ce que je vais faire. D'un côté, je me dis que si je suis au chômage, je peux utiliser les transports en commun mais si je trouve un emploi qui nécessite un véhicule, je fais quoi ? »

La débrouille au quotidien

Les allocations de chômage de Philippe qui vit en couple et est père d'un fils de 19 ans, s'élèvent à 888 euros par mois. Son épouse perçoit une allocation d'invalidité. Lorsqu'il travaille, Philippe gagne environ 1500 euros par mois... *« Notre chance, c'est d'être propriétaires de notre maison et elle est payée. Mais s'il faut remplir la citerne de mazout, acheter une voiture d'occasion, réparer la toiture... cela devient compliqué. Notre fils part en voyage scolaire en Normandie. Nous avons dû réduire certains postes de dépenses pour qu'il puisse participer à ce projet. On calcule tout. Pour pouvoir faire des économies malgré tout, on vit toujours de la même manière même lorsque j'ai un salaire. Pour économiser l'essence, on rationalise nos sorties. C'est la débrouille au quotidien. Ma femme met mijoter les plats sur le poêle à bois de la salle à manger. On ne jette rien. On a décidé de cultiver nos légumes. En même temps, tout cela ne fait pas vivre le commerce local ; voire contribue à le tuer...»*

(...). « Il faut souvent être très pointu dans certains domaines pour décrocher un emploi. J'ai une expérience de 30 ans dans la réparation des pièces d'avion mais si j'ai le profil correspondant à la fonction demandée, je n'ai pas forcément le niveau de diplôme requis pour postuler à certains endroits.

J'ai acquis mon expérience « sur le tas » et actuellement, cela ne vaut rien. La SNCB recrute de nombreux techniciens, mais il y a peu d'offres pour des diplômés du secondaire. Et les examens à passer pour garder l'emploi sont très poussés et, à mon âge, je ne me sens plus vraiment capable de mémoriser de gros cours... »

Emploi... du temps

Pour « passer » son temps entre deux recherches d'emploi, Philippe aimerait effectuer quelques travaux dans sa maison mais... difficile d'investir dans quelques matériaux avec des revenus aussi faibles. *« J'ai le temps et pas l'argent quand d'autres ont l'argent et pas le temps... »*, Dit-il, désabusé. Il s'investit donc dans des activités qui 'ne coûtent rien' mais donnent du sens à son quotidien en étant utiles à la collectivité. Il fait partie du comité de gestion du patro, est secrétaire d'une troupe de théâtre. (...)

A la chasse à l'emploi

Au moment de l'interview, Philippe a « sous le coude », deux possibilités d'emploi. L'une dans le secteur de l'informatique et l'autre à la SNCB où il a passé et réussi un examen... il y a un an. Cela ne l'empêche pas de partir chaque matin à la chasse... à l'emploi. *« Je parcours tous les sites qui centralisent les offres d'emploi : ceux des entreprises, des administrations, des associations, du Forem, du Selor... Cette recherche journalière me prend environ une heure. Ensuite, si ma pêche est fructueuse, je rédige une lettre de candidature. Je me rends à l'administration communale pour y chercher certains documents, au syndicat... Chercher du boulot, c'est un vrai métier ! » (...).*

Interview réalisée en février 2013

Etre utile à la collectivité

Pierre, 49 ans, « J'estime que si je reçois de l'argent, moralement, je dois rendre quelque chose à la société. Je n'envisage pas les choses autrement. »

« ... J'avais vécu avec la peur du lendemain, avec un minimum de temps consacré aux loisirs. Mon record de « longévité » dans un emploi ne dépassait pas trois ans et demi alors que je n'en n'avais jamais quitté un de ma propre initiative. »

(...)¹ Vivre au quotidien, en redoutant qu'un couperet s'abatte et vous entraîne dans les méandres d'une précarité encore plus redoutable que cette récurrente difficulté de joindre les deux bouts..., c'est un peu l'état d'esprit de cet homme diplômé en arts plastiques qui un jour a remis ses rêves d'exercer la profession à laquelle ses études le destinaient...

En juin 1985, lorsqu'il termine celles-ci, un nouveau décret de l'enseignement secondaire supprime les cours d'éveil à l'art plastique. Lui qui pour enseigner cette matière, son diplôme d'agrégation pédagogique en poche, s'apprêtait à postuler, confiant, dans les écoles, réalise que celui-ci ne lui servira... à rien, le nombre d'enseignants dans cette branche étant voué à diminuer. Il démarre donc sa vie professionnelle par des intérim, du travail à pause, enchaîne bon nombre de métiers et se voit même gratifié parfois d'un C.D.I. Il sera tour à tour ouvrier, employé... Il installera des luminaires dans les salles-de-bain, sera magasinier chez un grossiste en jouets et acheminera Barbies et dinosaures, de ville en ville. Au terme d'un intérim de 8 mois, il est engagé dans une entreprise puis licencié après un audit. Il passera

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 90-95.

alors par la case chômage. Suivra un emploi administratif à temps plein dans une firme qui fabrique portes, vérandas et châssis. Là, il sera amené à s'envoyer lui-même son C4.

En 1990, ayant abandonné définitivement l'idée de trouver un emploi dans sa branche, il décide de reprendre, comme indépendant, l'emploi paternel et vend du matériel destiné aux chantiers de construction. Il achète une maison avec sa compagne.

Indépendant, un temps...

« A l'époque, si les affaires ne marchent pas, on prend énormément de risques, on hypothèque sa maison. Tu ne pouvais retrouver tes droits au chômage que si tu avais été indépendant pendant un petit nombre d'années. (Aujourd'hui, les règles ont changé). Tu avais donc l'obligation de réussir ou d'arrêter ton activité avant cette échéance. Je me souviens que je travaillais comme un fou. Je n'avais bien sûr ni pécule de vacances ni treizième mois, m'octroyais peu de congé sauf si le climat m'obligeait à ne pas prendre la route. Je travaillais jusqu'à 60h/semaine et je devais tout gérer, livrer le samedi... Ma compagne m'a quitté et j'ai repris seul l'emprunt de la maison. Il restait 10 ans à payer et le remboursement était important. Tout ça pour gagner à peine 10% de plus qu'une personne au chômage et en courant le risque de ne plus pouvoir bénéficier des allocations de chômage si l'entreprise tournait mal. Et la concurrence dans mon secteur, fin des années 90, se faisait de plus en plus sentir. Mes marges étaient de plus en plus petites. J'ai contacté un concurrent qui a racheté le reste de mon stock et m'a engagé. J'avais des atouts. Je connaissais le secteur, la région, les marchandises. J'ai travaillé là 10 mois. Au bout de 7 mois, j'ai reçu mon préavis.

Après cette expérience dans laquelle Pierre avoue s'être senti « arnaqué », il se sent terriblement abattu : « Pendant 15 ans, j'avais fait des tas de boulots, je m'étais battu, j'avais rebondi maintes fois pour redémarrer dans d'autres secteurs, avec un autre statut. J'avais tout connu : intérim suivi d'un

contrat de travail, C.D.I. et période d'apaisement l'accompagnant, licenciements dans des entreprises en restructuration, travail indépendant. J'avais vécu avec la peur du lendemain, avec un minimum de temps consacré aux loisirs. Mon record de « longévité » dans un emploi ne dépassait pas trois ans et demi alors que je n'en avais jamais quitté un de ma propre initiative. » Fin des années nonante, (...) Pierre décide de changer le cours de sa vie.

Changement de cap

« J'ai ressenti un énorme ras-le-bol. Fatigué de galérer pendant 15 ans, je voulais vivre autrement. J'ai décidé de faire une pause. J'avais envie d'être en « vacance », c'est-à-dire de « vaquer », d'être disponible pour autre chose... (...) Je me suis impliqué dans le secteur culturel et artistique, le secteur que j'avais choisi au départ et que j'avais abandonné pendant tout ce temps parce que, renseigné au Forem en tant qu'artiste professeur de sculpture, je n'avais jamais reçu aucune proposition d'emploi correspondant à mes études dans cette branche. Aucune proposition de formation non plus. »

Aujourd'hui

« Je suis quelque chose comme « conseiller culturel ». Je vois beaucoup de spectacles en Wallonie et à Bruxelles et j'en parle dans différentes commissions. Je suis reconnu pour cela. J'ai bien sûr postulé dans les centres culturels mais sans succès. Je bénéficie des allocations de chômage pour personne isolée. Je préfère vivre avec très peu (au chômage, je reçois 40 euros/jour et j'ai fini de payer ma maison en 2006) plutôt que d'accepter un salaire très bas contre un emploi ingrat voire lourd, et totalement incertain. Je suis aussi bénévole dans des associations qui viennent en aide aux démunis. Aujourd'hui, je me sens libre mais cela ne peut se faire qu'au prix d'un certain détachement par rapport au côté matériel. Mais je vais être concerné par les mesures de dégressivité des allocations de chômage. » (...)

Agir pour le bien commun...

(...) « Je considère que ce que je fais pour les centres culturels équivaut à un vrai travail qui, n'étant pas rétribué par la Fédération Wallonie Bruxelles, l'est par le Fédéral via les allocations de chômage. Je fais bénévolement ce que j'aimerais faire comme travailleur. Je me suis créé mon emploi en ayant perdu toute culpabilité. » Le seul bémol : le portefeuille dont provient la somme qu'il perçoit. L'activité qu'il mène est du ressort de la Fédération Wallonie Bruxelles. Or, c'est la caisse d'allocations de chômage qui lui fournit ce qui lui permet de vivre et d'exercer la fonction qui le motive...

Un devoir moral

« J'estime que si je reçois de l'argent, moralement, je dois rendre quelque chose à la société. Je n'envisage pas les choses autrement mais je suis en colère contre un parti auquel je croyais, qui se voulait du côté des plus démunis et qui a accepté de mettre autant de personnes sous le seuil de pauvreté. Je ne suis plus dupe des mensonges de certains partis. Tout cela va entraîner des drames en chaîne. Un propriétaire n'aura pas intérêt à sonner à la porte du CPAS sinon, on va lui dire de vendre sa maison. »

Interview réalisée en septembre 2012

Un parcours sans faute et pourtant...

Sarah, 25 ans, « Je dois laisser mes rêves en suspens... »¹



© Ch. Smets

« Comment faire pour sortir du lot ? Le plus dur, c'est de trouver quelqu'un qui accepte de donner une chance aux jeunes, un employeur qui décide de te faire confiance, qui donne le petit coup de pouce nécessaire. »

Avec en poche son diplôme de l'enseignement secondaire, section sciences économiques et langues fortes et son master en droit, Sarah ne doutait pas que ses efforts pour réaliser ce parcours scolaire sans faute seraient payants. Pourtant, sortie de l'Université en septembre 2012, elle désespère de décrocher bientôt un emploi et ce n'est pas faute d'avoir cherché tous azimuts une place où déployer ses compétences.

« Je me demande où le bât blesse. J'ai fait mon parcours du mieux possible et en fait, mon sort est lié au bon vouloir de quelqu'un. Si je postule pour un emploi de serveuse, l'employeur se demande ce que je fais là. Je suis trop qualifiée d'un côté et pas assez de l'autre. C'est frustrant de se dire qu'il vous

manque quelque chose, un 'plus' pour être la candidate choisie. Il me manque l'expérience bien sûr... même si j'ai toujours fait des jobs étudiants et que mon CV n'est pas vide...»

Après sa 'rhéto' dans un collège en Brabant wallon, Sarah travaille un an comme vendeuse, le temps de préciser son choix d'études. Cette expérience la motive à entreprendre des études supérieures. *« J'ai la chance d'avoir des parents qui me soutiennent. Ce n'est le cas pour tout le monde. J'ai connu des jeunes qui ne pouvaient pas se payer le médecin. »* La jeune femme s'inscrit donc en faculté de Droit. *« Je voulais aider les gens. J'avais une idée de la justice et je souhaitais la concrétiser. Pour moi, le droit était une matière offrant un panel assez large de débouchés. Mais finalement, on est nombreux à sortir chaque année et si on n'a pas un petit coup de pouce, ce n'est pas facile de sortir du lot, d'être repéré... Il y a moins d'offres pour des postes d'avocats stagiaires que pour des postes de juristes. Nous sommes quelques-uns à être restés sur le carreau et à se demander ce qui coince dans notre parcours. Des amis qui ont eu la chance d'être engagés dans des cabinets d'avocat, m'informent quand ils entendent parler d'un emploi dans un cabinet. Dans les métiers du droit, le bouche-à-oreille joue beaucoup. »*

Convoquée au Forem, Sarah doute que cet organisme l'aide concrètement dans sa recherche d'emploi : *« Ils ne savent pas vraiment comment conseiller. Trouver un maître avocat n'est pas simple. Il faut envoyer son CV à tous les cabinets pour en trouver enfin un qui accepte de t'engager pour trois ans. Mais, le plus souvent, on engage des candidats qui ont déjà une expérience. Trouver quelqu'un qui va vous mettre le pied à l'étrier, qui vous fasse confiance, c'est compliqué... Pourtant, ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on n'a pas de compétences. »*

Toutes les chances de son côté

Consciente qu'elle a intérêt à améliorer sa connaissance du néerlandais, Sarah a posé en automne, sa candidature pour partir aux Pays-Bas via le B.I.J. . Mais la réponse –négative – arrive en

¹ : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 14-21.

décembre « J'ai alors cherché activement un emploi en entreprise parce que, dans les métiers du droit, si on n'a rien trouvé en avril, c'est foutu. Et les annonces sont rares : environ trois par mois. Souvent, on ne répond pas à mes lettres. En février, j'ai passé un test au Selor et je l'ai réussi. J'attendais donc d'être convoquée pour la 2^e épreuve mais depuis... plus de nouvelles. Actuellement, j'ai recommencé à postuler pour être avocate. On dirait que ça commence à bouger... J'ai aussi songé à suivre des cours de langue mais souvent ceux-ci coûtent cher sauf ceux proposés par le Forem mais qui ne peuvent accueillir qu'un nombre limité de participants. Ou alors, ils ont lieu dans des communes difficiles à rejoindre en transports en commun. Je n'avais pas mon permis de conduire en sortant de l'Université. J'ai appris que le Forem offrait une aide de 1000 euros aux jeunes pour leur permettre de passer leur permis de conduire. Malheureusement, je ne remplis pas les conditions pour pouvoir en bénéficier. Je ne suis pas au chômage depuis un an et je possède un diplôme universitaire. Comme si, d'office, un universitaire avait de bons moyens. »

Les effets secondaires du non-emploi

Incapable d'assumer seule son quotidien – louer un petit logement en Brabant wallon n'est pas à la portée de tous – Sarah est domiciliée chez ses parents. Retour obligé pour elle qui a vécu en 'kot' étudiant à Louvain-La-Neuve pendant ses années d'études. « Comme j'ai travaillé un an avant l'université, je ne dois pas effectuer un stage d'insertion. Je perçois donc 350 euros par mois. J'aimerais bien ne plus dépendre de mes parents. Ils sont les victimes en cascade du système actuel. Ils ont tout mis en place pour que ça fonctionne bien pour moi mais ça ne se passe pas comme ça... »

Quand on est au chômage, on doit faire face à des réflexions qui parfois font mal, du genre :

« Comment ça se fait que tu n'as toujours pas trouvé ? » « Comme si c'était un peu louche... Comme si j'étais l'idiote de service, souligne la jeune femme... Ce n'est jamais très valorisant même si les gens ne cherchent pas à me blesser. Certains y vont

de leurs conseils... Ma cousine a fait des études en communication et c'est pareil. Elle a enfilé des petits boulots. Une amie a fait deux masters, elle galère aussi pour trouver du boulot. »

« Etre au chômage, c'est très stressant. On dort très mal. On ne peut envisager aucun projet. Lorsque des amis me proposent de les accompagner en vacances, je ne peux accepter ne sachant pas de quoi seront faits les mois à venir. »

Après ces quelques mois sans emploi, Sarah est prête à prendre n'importe quel travail même s'il ne correspond pas à ses attentes. « Tous les jours, on entend parler d'entreprises qui licencient. Comment trouver sa place là-dedans ? Je me demande où tout cela va mener. Je dois laisser mes rêves en suspens, être raisonnable dans les projets. Heureusement, je sais que je ne serai jamais 'à la rue' ce qui n'est pas le cas de tous les jeunes. Certains sont livrés à eux-mêmes. D'autres aussi font un master complémentaire mais ça coûte cher et ce n'est pas à la portée de tout le monde. »

Un jour quelqu'un lui a dit : « Tu ne fais rien de ta vie. » « Ca m'a mise hors de moi ! Ça ne me fait pas rire de toucher de l'argent de l'état ! », conclut-elle.

Quand le travail vous casse un peu...

Sylvie, 43 ans, «L'être humain vit dans un groupe. Hors du travail, ton groupe se réduit. On t'enlève une part d'humanité.»



© Ch. Smets

« Je suis parfois très découragée. Je sais que je suis quelqu'un de fort mais malgré ça, c'est très dur. C'est comme si on te renvoyait : 'Qu'est-ce que tu vaux ?' ça altère l'estime de soi.»

Dans sa maison bruxelloise qu'elle craint de devoir vendre si elle ne trouve pas d'emploi avant que soient revues à la baisse ses allocations de chômage, Sylvie voit venir les fêtes de fin d'année sans la légèreté de mise. Maman d'un petit garçon de 3 ans, elle craint de ne pouvoir déposer sous le sapin, les cadeaux rêvés.

D'origine française, Sylvie arrive en Belgique en 1994 après un détour par Londres où elle a étudié la mise en scène et la littérature. *« Au début, j'ai travaillé dans le secteur de l'Horeca, des petits boulots pas toujours déclarés. Je n'avais pas cherché à savoir si j'avais droit au chômage. J'ai suivi des cours au conservatoire de Liège puis j'ai donné moi-même des cours de théâtre dans une maison de jeunes à Woluwe : quinze heures par semaine que je complétais avec du travail dans l'Horeca. J'ai fait ça*

pendant trois ans puis j'ai donné des cours d'alphabétisation pour primo arrivants tout en effectuant des petits boulots sur des tournages, dans des courts métrages, en posant comme modèle... (...)¹ »

Réorienter sa « carrière »

« Ce qui m'intéressait en fait, c'était le langage, la communication, ce qu'il y a derrière, entre les mots, ce qu'on ne dit pas. Je voulais aller vers quelque chose qui touche plus à la psychologie. A 34 ans, j'ai donc repris des cours du soir d'éducatrice spécialisée et j'ai été engagée dans un service psychiatrique. » Sylvie y travaillera durant cinq ans. *« J'ai fait tout cela avec passion. Je devais mettre en place tout un projet. Là, j'ai découvert combien la misère humaine peut mener à la folie. J'ai rencontré des personnes qui s'étaient retrouvées dans la rue après avoir perdu leur emploi. Elles étaient entrées dans un cercle vicieux dont elles se sortaient difficilement. Certaines tombaient dans l'assuétude. On leur administrait des anti-psychotiques.»*

C'est à cette époque que Sylvie doit faire face à de gros problèmes de santé. Et puis, *« Après ces années en service aigu, j'avais besoin de douceur. J'étais fragile et mon travail me demandait beaucoup d'énergie. J'aurais voulu rejoindre un service moins lourd mais cela n'a pas été possible. »* Elle reçoit un C4 médical. Et au début, c'est le soulagement. S'adonner sans limite au plaisir d'écrire, suivre les formations dont elle rêve donnent du sens à son quotidien vide d'emploi. *« Je me disais : quand je serai forte, peut-être que je monterai un projet. »*

Chômage à durée indéterminée...

Rétablie, et alors qu'elle pensait retrouver rapidement un emploi, ses tentatives sont sans succès. Un an plus tard, toujours rien... *« Je me rends compte que pour trouver un boulot, le réseau est important. Etre recommandée par quelqu'un, ça*

¹ Retrouvez l'interview complète dans : Smets Ch. et Delperdange L. *Chronique du NO JOBS LAND, Douze témoins en quête d'emploi*, Équipes Populaires-PAC, 2013, P. 32-39.

ouvre des portes. Au début, je gagnais 1200 euros par mois mais après un an, le montant n'est plus que de 750 euros. En janvier, ce sera seulement 450. Soit 18 euros/jour. Ce mois-ci (en décembre), je ne percevrai rien. On a acheté notre maison il y a quatre ans et on est loin d'avoir fini de la payer. On sera peut-être obligés de la vendre. »

A force de recevoir des réponses négatives voire pas de réponses du tout lorsqu'elle postule pour un emploi, Sylvie se sent humiliée, vit mal cette impression de ne pas valoir grand-chose. « *Le plus dur pour moi est de dépendre des autres. Je n'ai jamais voulu cela. On demande aux chômeurs d'être en forme, d'avoir plein d'énergie. Or, on ne peut avoir une vie sociale parce qu'on n'en n'a plus les moyens. Ton pouvoir d'achat diminue et tu ne peux plus sortir. Tu te sens diminuée socialement, économiquement. Ca marginalise. Sans travail, on perd une partie de son identité. L'être humain vit dans un groupe. Or, hors du travail, ton groupe se réduit. Le travail est un droit. On t'enlève une part d'humanité. On dit qu'on est dans une société de loisir or, ici c'est l'argent qui mène la donne. Etre une femme de 43 ans, maman d'un enfant de 3 ans et être au chômage, ce n'est pas facile. Pour la chômeuse que je suis, l'humeur fluctue. Je pleure très souvent. Je suis parfois très découragée. Je sais que je suis quelqu'un de fort mais malgré ça, c'est très dur. C'est comme si on te renvoyait : « Qu'est-ce que tu vaux ? » Ca altère l'estime de soi. Des personnes plus âgées, autour de moi, me demandent parfois si j'ai trouvé... C'est dur de devoir répondre... : 'toujours rien'. »*

Pour Sylvie, les différents entretiens, les tests écrits qui jalonnent le parcours du candidat à l'emploi sont autant d'obstacles difficiles à franchir puisqu'entre eux, chacun se retrouve en proie aux doutes, aux remises en question, la confiance en soi étant égratignée au fil du temps. « *Tu risques de t'écrouler entre chaque épreuve. (...)* »

Désorientée ? Se réorienter ?

Sylvie a aussi postulé pour des emplois dans le domaine de la littérature. « *Parfois, je ne recevais aucune réponse. Quand tu es seule chez toi et que tu n'as jamais de réponse, la confiance en soi s'altère.* » Quelques temps après, elle cherche à nouveau dans le secteur de la psychiatrie. (...)

Quand je l'ai rencontrée, Sylvie attendait la réponse d'une institution dans laquelle elle s'était présentée quelques jours auparavant. Elle imaginait déjà son désarroi si la réponse était : « *Vous n'avez pas été retenue* » ... formule noyée dans quelques phrases destinées à amortir le coup de massue, banalisées à force d'être répétées...

Aujourd'hui, Sylvie a retrouvé un emploi.

Interview réalisée en décembre 2012.